

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALRESTRICTED
E/C.7/W.39
12 August 1948
French
Original: RUSSIANDual Distribution for Council Members
-----COMITE SOCIAL

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES PROGRES REALISES ET LES POSSIBILITES QUI S'OFFRENT EN MATIERE DE RAPATRIEMENT, DE REINSTALLATION ET D'IMMIGRATION DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES ET, EN PARTICULIER, SUR LA SITUATION DES ENFANTS ENLEVES DE LEUR PAYS D'ORIGINE PENDANT LA GUERRE.

(Point 16 de l'ordre du jour)

URSS: Projet de résolution

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

AYANT EXAMINE le rapport du Secrétaire général sur le rapatriement, la réinstallation et l'immigration des réfugiés et personnes déplacées;

RECOMMANDE aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies :

1. Dans le but d'éliminer les obstacles existants et souvent artificiellement créés en vue d'empêcher la solution du problème des réfugiés et personnes déplacées :

a) de n'admettre dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées aucune forme de propagande et d'agitation hostile à l'égard de tout Etat Membre des Nations Unies, ni aucune forme de propagande et d'agitation ayant pour but d'empêcher le retour des personnes déplacées dans leur pays d'origine;

de dissoudre toutes les organisations ("comités", "centres" et autres) qui font une propagande de cette nature

des personnes déplacées;

RECEIVED

AUG 31 1948

UNITED NATIONS
ARCHIVES

b) d'empêcher toute forme d'enrôlement des personnes déplacées dans des organisations militaires et paramilitaires (détachements de sûreté, formations de gardes, etc.) et de libérer sans délai de ces organisations tous les réfugiés et personnes déplacées qui se trouveraient déjà enrôlés;

c) d'écarter de la direction des camps toutes les personnes ayant collaboré avec les fascistes, avec les criminels de guerre, ainsi que les personnes qui, par leur activité, enfreignent les termes des résolutions de l'Assemblée générale du 12 février 1947 et du 17 novembre 1947 et qui empêchent les réfugiés et personnes déplacées de retourner dans leur pays d'origine;

d) de ne pas admettre la persécution des personnes déplacées désireuses de retourner dans leur pays d'origine en les protégeant contre l'arbitraire et les mesures de répression de la part des représentants de l'administration des camps;

2. De prendre les mesures suivantes en vue de l'exécution aussi rapide que possible de la résolution de l'Assemblée générale du 12 février 1946 aux termes de laquelle "la principale tâche envers les personnes déplacées consiste à les encourager et à les aider de toutes les manières possibles à retourner rapidement dans leur pays d'origine":

a) de terminer les opérations de rapatriement de tous les réfugiés au cours de l'année 1949; de résoudre la question de la réinstallation définitive des réfugiés et personnes déplacées ne désirant pas retourner dans leur

pays d'origine au moyen d'accords conclus avec les gouvernements des pays d'origine de ces personnes;

b) de prendre les mesures les plus énergiques en vue du retour immédiat dans leur pays d'origine de tous les enfants se trouvant hors de leur pays d'origine sans leurs parents à la suite de la guerre contre l'Allemagne et le Japon;

c) de garantir aux représentants officiels des pays alliés s'occupant des opérations de rapatriement, le libre accès aux camps de personnes réfugiées, de leur permettre la vérification des listes et des documents relatifs aux personnes déplacées et de leur permettre de s'entretenir librement avec ces personnes;

d) de veiller à ce que l'administration des camps de réfugiés et de personnes déplacées soit en premier lieu confiée aux représentants des Etats dont les personnes déplacées sont les ressortissants.